

## Perspectives villageoises de la foresterie communautaire en Gambie

présenté par **Pa Kebba Sanyang**  
Bessi/Foni Brefet, la Gambie

J'aimerais, avant tout, vous entretenir sur la situation de notre forêt en relation avec un passé lointain, un passé un peu plus récent et le présent.

Lorsque je parle de passé lointain, je me réfère à la période où la forêt était protégée par notre culture. Par exemple, on ne pouvait pas allumer de feux de brousse (qui se tiennent normalement quelques semaines avant la saison pluvieuse) sans informer les villages voisins. Même si la zone se trouvait entre trois villages, l'un des villages était responsable de sa protection et devait informer les voisins lorsque l'un d'eux y allumait des feux de brousse.

Dans un passé plus récent, la dégradation de la forêt a commencé. A cette période, l'administration a commencé à intervenir en délivrant des licences qui ont accru l'exploitation de la forêt avec l'abattage de gros arbres et la production du charbon de bois à des fins lucratives. Les populations se sont alors dit: la forêt appartient à l'Etat; personne ne s'en occupe. Par conséquent, le nombre de feux de brousse s'est accru de manière exponentielle.

Cette tendance allait s'agrandissant et l'Etat n'était plus capable d'empêcher les populations d'abattre les arbres et de produire du charbon de bois. Alors est née une dégradation galopante des forêts avec pour conséquence de multiples clairières et la disparition de nos fruits et animaux sauvages. La dégradation de la forêt a profondément affecté nos conditions de vie au fil des ans, du fait de la réduction des pluies et l'impossibilité de satisfaire nos besoins au moyen de la forêt.

Après un moment, le gouvernement s'est rendu compte de cette situation et a pris contact avec le Gouvernement allemand pour l'informer de la situation des forêts en Gambie. L'Etat ne savait pas comment gérer la forêt ni comment améliorer la situation, alors ils ont demandé conseil. Lorsque les Allemands sont venus en Gambie, leur première activité a consisté à mener une enquête

sur l'ensemble du territoire national. Après cela, ils ont dit à l'Etat que malgré la dégradation de la forêt, cette dernière peut toujours être enrichie grâce à divers systèmes de gestion. Dès lors, ils ont commencé à appliquer l'approche de foresterie communautaire.

Avec l'introduction du concept de foresterie communautaire aux villageois, la gestion d'un parc à Kafuta a démarré. Cette expérience visait à convaincre l'Etat que la situation de nos forêts pouvait être améliorée. Le parc forestier de Kafuta était une forêt dense avec beaucoup d'animaux sauvages, mais ces derniers sont allés ailleurs à cause de la dégradation de la forêt. Depuis que le Kafuta est sous contrôle, les animaux reviennent et vous pouvez les voir maintenant même dans la journée: même les arbres poussent mieux. Dès cet instant, j'ai commencé à apprécier la foresterie et j'ai personnellement imaginé le concept avant de l'exposer au public.

Après la gestion du parc forestier par le projet de foresterie germano-gambien pendant cinq ans, le Gouvernement gambien était convaincu que nos forêts pouvaient être enrichies et retrouver leur état originel. L'Etat a alors suivi le conseil du projet de remettre aux villageois, les forêts qui, par tradition, sont leur propriété. C'était le seul moyen d'arrêter la dégradation et de laisser, par la même occasion, les villageois tirer bénéfice de ces forêts.

Le programme a démarré à Brefet, qui a été choisi comme village pilote. Les débuts ont été très difficiles. Le personnel du projet nous disait que les forêts seraient les nôtres, mais nous ne le croyions pas. Nous ne lui faisons pas confiance parce que nous dépendions de la forêt pour notre subsistance. Quelques jours plus tard, le personnel du projet est revenu avec la même idée. Il y a eu beaucoup de discussions. Finalement nous avons convenu de commencer avec la gestion des forêts de Berekolon et Folonkajang. Quatre mois plus tard, nous avons également commencé avec la forêt de Kasila, qui

est située entre les trois villages de Bessi, Ndemban et Brefet. La gestion devait être conjointe parce que chaque village avait des plantations dans cette zone.

Compte tenu du fait que les villageois et la Direction des forêts ne se faisaient pas mutuellement confiance au début, il fallait conclure un accord avant de continuer. Nous avons accepté une période de trois ans pendant laquelle nous devions montrer notre intention et nos capacités de gestion. Pendant cette période nous ne devions pas allumer de feux de brousse ni abattre des arbres à des fins domestiques, et encore moins mener des activités illégales dans la forêt. Nous avons élu un comité parmi les membres des communautés pour veiller sur tous ces engagements et pour inciter les villageois à être actifs dans les activités liées à la protection de la forêt. Nous avons par conséquent démarqué la zone et établi des zones coupe-feu plantées de *Gmelina arborea* et d'*Anarcadium occidentale* (acajou). Nous percevions un petit revenu de la démarcation de la zone coupe-feu au cours des trois premières années, mais comme la Direction des forêts et le personnel du projet nous ont expliqué, nous ne pouvions pas nous arrêter à l'aspect financier. Ils nous ont dit que l'exploitation non contrôlée à des fins pécuniaires était à l'origine de la destruction de la forêt. A ce moment, nous avons commencé à comprendre l'importance de la forêt et notre objectif n'était plus d'avoir de l'argent.

Après quelques années, nous avons compris qu'il existait un lien très étroit entre le taux de précipitations et la forêt. Avant de commencer notre gestion forestière il n'y avait pas beaucoup de pluies, mais après quelques années le taux de précipitations était important. Nous avons interprété cela comme le résultat de nos quelques années de gestion. Un autre aspect positif à relever est l'amélioration de la situation de nos animaux. Auparavant, ils allaient en Casamance pour les pâturages, ce qui représentait une distance assez importante. Par conséquent, ils attrapaient des maladies du fait de ces longues distances et parfois même s'égarèrent. Mais aujourd'hui, il y a suffisamment de fourrage pour eux dans nos propres forêts et ils peuvent rester à côté du village.

Après quelques temps, nous avons compris que cette approche était vraiment positive et nous avons commencé à sensibiliser nos voisins. La plupart se sont joints au

programme de foresterie communautaire et en ont tiré profit. Grâce à ce concept, la situation de la forêt s'est améliorée et nous avons des fruits, du bois de chauffe, des poteaux et autres produits pour la consommation domestique.

Aujourd'hui, le projet de foresterie communautaire s'est étendu jusqu'à Basse et couvre pratiquement tout le territoire national. Nous avons commencé à mettre sur pied des organisations de promotion de la foresterie communautaire qui sont chargées de donner des conseils aux villageois et de les conforter dans leurs positions.

A présent, beaucoup de villages ont leur premier certificat ainsi que leur titre de propriété. Ceux qui sont propriétaires des forêts ne collectent que du bois mort et enrichissent les zones utilisées. Nous aimerions que dans 10 ans, l'ensemble du pays devienne une forêt. Les terres en jachère depuis cinq ans ne seront plus jamais cultivées.

J'ai été au Sénégal, au Mali et en Mauritanie et j'ai vu le désert. Quelques arbres seulement, de la poussière avec un vent sec et la chaleur du soleil qui frappait directement les terres. Nous ne voulons pas que cela arrive en Gambie. Nous savons que nous avons hérité de la forêt de nos aïeux et nous devons la léguer à nos enfants et petits-enfants.

